

Le leadership public et politique en Grèce s'oppose évidemment de façon catégorique à tout compromis avec l'OTAN; il est donc tout à fait improbable que le gouvernement Karamanlis puisse retourner à l'OTAN même s'il le voulait. Le mieux que l'OTAN puisse espérer, c'est que la Grèce ne devienne pas plus hostile à son égard qu'elle ne l'est actuellement. On a mis fin aux plans militaires gréco-turcs et le nouveau système électronique de défense aérienne (NADGE) n'est plus aussi sûr qu'il l'était, mais la marine américaine a toujours accès aux ports grecs et la Grèce continue de participer à des consultations politiques avec les membres de l'OTAN.

La Turquie: événements inquiétants

Puisque ni la France ni la Grèce ne sont disposées à réintégrer l'Alliance militaire, quelles sont les chances pour que les deux membres les plus fidèles de l'Organisation dans ce secteur, la Turquie et l'Italie, acceptent d'augmenter leur contribution? Les derniers événements survenus en Turquie ne laissent pas d'être inquiétants à ce sujet. Les partis qui y forment l'actuel gouvernement de coalition, à savoir le Parti de la justice, le Parti du salut national, le Parti nationaliste et le Parti républicain de la confiance, sont tous favorables à l'OTAN. Mais le gouvernement ne jouit que d'une très faible majorité à la Chambre basse, de sorte qu'il ne peut se permettre de s'éloigner beaucoup de la ligne de conduite édictée par Bülent Ecevit, chef du Parti républicain du peuple, en ce qui concerne la question chypriote. L'ex-premier ministre Ecevit voulait simplement que l'île de Chypre ne dépende ni de la Grèce (donc, rejet de l'*enosis*) ni de la Turquie (donc, rejet du *taksim*), mais qu'elle soit divisée en deux administrations relativement indépendantes et réunies en une confédération aux liens extrêmement faibles. A l'heure actuelle, le gouvernement turc est dans l'impossibilité de s'écarter de cette ligne de conduite. Du côté de l'opposition, le Parti démocratique demeure favorable à l'OTAN, mais le Parti républicain du peuple est beaucoup plus neutraliste que le gouvernement de coalition. Le fait que le premier ministre Demirel ait réussi à ranger de son côté une partie de l'opinion (comme en témoignent, semble-t-il, les élections sénatoriales d'octobre 1975), lorsqu'il a pris position contre les Américains au sujet de l'embargo sur la vente d'armes, a forcé Ecevit à adopter une politique encore plus progressiste qu'il ne l'aurait souhaité. Pour garder la gauche intacte, Ecevit a manœuvré de façon à

durcir quelque peu sa position à l'égard de Chypre.

Puisque tous les partis y appuient la politique actuelle de l'OTAN, la Turquie pourrait en théorie être appelée à assumer une plus grande responsabilité dans les activités de l'OTAN sur le flanc sud. Pays encore en développement, elle ne peut toutefois consacrer une plus grande partie de ses ressources à la fourniture de matériel et d'effectifs militaires. Elle possède déjà la plus grande armée de terre des forces de l'OTAN et affecte un pourcentage élevé de son faible PNB aux dépenses militaires. Elle contribuait en outre largement en fournissant aux Américains et à l'OTAN l'espace géographique nécessaire à leurs activités de renseignements, mais une grande partie de ce territoire a été fermé aux Américains depuis l'embargo sur les armes. Les États-Unis ont maintenant levé cet embargo mais ils ne savent pas s'ils pourront reprendre leurs préparatifs de défense en Turquie, car aucune déclaration publique n'a été faite à ce sujet. Il est clair, en tout cas, qu'aucun parti politique ne peut demander à la population turque de s'engager davantage dans l'OTAN. On peut donc s'attendre à ce que les choses en restent là en ce qui concerne la participation turque à l'Alliance.

Le dernier pays méditerranéen à faire partie de l'OTAN est l'Italie. Son gouvernement est très favorable à l'OTAN, mais des difficultés internes pourraient le forcer à réviser ses positions. Les démocrates-chrétiens sont aux prises avec de graves problèmes nationaux et on ne peut s'attendre à ce qu'ils se prononcent publiquement en faveur d'un engagement accru de l'Italie au sein de l'Alliance.

La question de la participation italienne à l'OTAN n'est pas débattue et ne peut l'être pour l'instant. S'il était permis à l'électorat italien de se prononcer directement sur elle, ou si elle devenait une préoccupation majeure pour le pays (par exemple, si l'on voyait plus de soldats de l'OTAN à travers l'Italie), le gouvernement de coalition commencerait alors peut-être à s'effondrer. Il ne serait pas très difficile aux libéraux et aux républicains d'entrer dans une coalition ministérielle en faveur de l'OTAN, mais les socialistes et les sociaux-démocrates verraient bientôt naître des dissensions à ce sujet au sein de leurs partis. Même les démocrates-chrétiens, chez qui deux factions de gauche voudraient voir admettre le Parti communiste dans la coalition actuelle, auraient beaucoup de difficulté à élaborer une politique acceptable sur cette question. A l'extérieur du gouvernement, les néo-fascistes ne prêtent guère d'importance à la